



ERRATUM

COMMISSION PARITAIRE DES ETABLISSEMENTS ET DES
SERVICES DE SANTE
n° 330

**CCT n° 103537/CO/330
du 13/12/2010**

Correction du texte en français (règlement de pension) :

- le point 3, 3^{ème} puce, doit être lu comme suit : « *et auquel la convention collective du travail concernant l'instauration d'un régime de pension complémentaire souscrite au sein de la commission paritaire est applicable,...* ».

- le point 4.1 doit être lu comme suit : « *Les prestations lors de la mise a la retraite et en cas de décès sont financées par des allocations annuelles dont le niveau est fixé par une convention collective du travail.* ».

- le point 4.2, 2^{ème} phrase, doit être lu comme suit : « *La date valeur est la date à partir de laquelle l'allocation de pension reçoit un rendement.* ».

- la fin du point 5.1, doit être lu comme suit : « *.....était resté au travail dans l'un des secteurs auxquels le présent règlement est applicable.* ».

- le point 16 doit être lu comme suit : « *Le présent règlement de pension peut être modifié ou arrêté par une convention collective de travail qui est souscrite au sein de la commission paritaire compétente.* ».

Correction du texte en néerlandais (règlement de pension) :

- le point 3, 3^{ème} puce, doit être lu comme suit : « *en op wie de collectieve arbeidsovereenkomst met betrekking tot aanvullende pensioenen afgesloten*

ERRATUM

PARITAIR SUBCOMITÉ VOOR DE
GEZONDHEIDINRICHTINGEN EN -DIENSTEN
nr. 330

**CAO nr. 103537/CO/330
van 13/12/2010**

Verbetering van de Franstalige
tekst (pensioenreglement) :

- het punt 3, derde opsommingsteken, moet als volgt gelezen worden : « *et auquel la convention collective du travail concernant l'instauration d'un régime de pension complémentaire souscrite au sein de la commission paritaire est applicable,...* ».

- het punt 4.1 moet als volgt gelezen worden : « *Les prestations lors de la mise a la retraite et en cas de décès sont financées par des allocations annuelles dont le niveau est fixé par une convention collective du travail.* ».

- het punt 4.2, 2de zin, moet als volgt gelezen worden : « *La date valeur est la date à partir de laquelle l'allocation de pension reçoit un rendement.* ».

- het einde van het punt 5.1, moet als volgt gelezen worden : « *...était resté au travail dans l'un des secteurs auxquels le présent règlement est applicable.* ».

- het punt 16 moet als volgt gelezen worden : « *Le présent règlement de pension peut être modifié ou arrêté par une convention collective de travail qui est souscrite au sein de la commission paritaire compétente.* ».

Verbetering van de Nederlandstalige
tekst (pensioenreglement) :

- het punt 3, derde opsommingsteken, moet als volgt gelezen worden : « *en op wie de collectieve arbeidsovereenkomst met betrekking tot aanvullende pensioenen afgesloten binnen het paritair comité*

binnen het paritair comité van toepassing is. ».

- le point 4.1 doit être lu comme suit : « *De uitkeringen bij pensionering en in geval van overlijden worden gefinancierd door jaarlijkse toelagen waarvan het niveau vastgesteld wordt bij collectieve arbeidsovereenkomst.* ».

- le point 4.2, 2^{ème} phrase, doit être lu comme suit : « *De valutadatum is de datum vanaf wanneer de pensioentoeelage opgerent wordt.* ».

- la fin du point 5.1, doit être lu comme suit : «*zelfs als de aangeslotene op dat ogenblik nog in een van de sectoren waarop dit reglement van toepassing is, tewerkgesteld is gebleven.* ».

- le point 16 doit être lu comme suit : « *Dit pensioenreglement kan gewijzigd of stopgezet worden door een collectieve arbeidsovereenkomst die in het bevoegde paritaire comité gesloten wordt.* ».

van toepassing is. ».

- het punt 4.1 moet als volgt gelezen worden : « *De uitkeringen bij pensionering en in geval van overlijden worden gefinancierd door jaarlijkse toelagen waarvan het niveau vastgesteld wordt bij collectieve arbeidsovereenkomst.* ».

- het punt 4.2, 2de zin, moet als volgt gelezen worden : « *De valutadatum is de datum vanaf wanneer de pensioentoeelage opgerent wordt.* ».

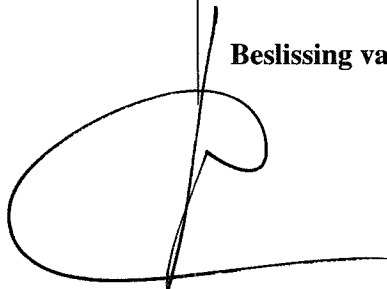
- het einde van het punt 5.1, moet als volgt gelezen worden : «*zelfs als de aangeslotene op dat ogenblik nog in een van de sectoren waarop dit reglement van toepassing is, tewerkgesteld is gebleven.* ».

- het punt 16 moet als volgt gelezen worden : « *Dit pensioenreglement kan gewijzigd of stopgezet worden door een collectieve arbeidsovereenkomst die in het bevoegde paritaire comité gesloten wordt.* ».

25 -10- 2013

Décision du

Beslissing van

A large, stylized handwritten signature in black ink, consisting of a large loop and a long horizontal stroke.

COMMISSION PARITAIRE DES ETABLISSEMENTS ET DES SERVICES DE SANTE

Convention collective de travail du 13 décembre 2010 portant sur l'instauration d'un régime de pension complémentaire sectoriel

CHAPITRE PREMIER. Objet de la convention

Article premier.

La présente convention collective de travail est conclue en exécution de l'article 8 de la loi du 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale, appelée ci-après «LPC», et de la décision des organisations représentatives des employeurs et des travailleurs de la Commission paritaire des établissements et des services de santé. Cette convention collective de travail vise à instaurer un régime de pension complémentaire sectoriel. L'engagement de pension fait l'objet du règlement de pension repris en annexe, qui fait partie intégrante de la présente convention collective de travail.

Chapitre 2. Champ d'application

Article 2.

La présente convention collective de travail s'applique à tous les employeurs et tous les travailleurs, à l'exception des catégories prévues à l'article 3 de la présente convention collective de travail, qui ressortissent à la Commission paritaire des établissements et des services de santé et aux:

- établissements soumis à la loi sur les hôpitaux;
- maisons de soins psychiatriques;
- initiatives d'habitation protégée pour patients psychiatriques;
- maisons de repos pour personnes âgées et des maisons de repos et de soins;
- centres de soins de jour pour personnes âgées;
- centres de revalidation;
- des services de soins infirmiers à domicile;
- services de transfusion sanguine et de traitement du sang;
- centres médico-pédiatriques;
- maisons médicales.

Par «travailleurs», on entend: le personnel ouvrier et employé, tant masculin que féminin.

Par «Fonds d'épargne sectoriel des secteurs fédéraux», on entend dans la présente convention collective de travail: le Fonds d'épargne sectoriel des secteurs fédéraux qui a été instauré comme fonds de sécurité d'existence par la convention collective de travail du 11 décembre 2008.

Article 3.

La présente convention collective de travail ne s'applique pas aux:

- travailleurs sous contrat de travail intérimaire;
- travailleurs sous contrat de vacances, d'étudiant ou FPI (formation professionnelle individuelle en entreprise);
- collaborateurs dans le cadre du travail assisté et aux personnes occupées dans le cadre de l'article 60, § 7, de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide social et une occupation dans le cadre de l'article 78 de l'AR du 25/11/1991, à moins qu'il soit question d'un contrat de travail;
- travailleurs qui exercent des activités alors qu'ils bénéficient déjà d'une pension de retraite légale;

- ✍
- médecins employés qui suivent une formation de médecin spécialiste et sont partiellement assujettis par l'intermédiaire d'hôpitaux employeurs du secteur privé (indice ONSS 072).

Chapitre 3. Organisateur

Article 4.

Le Fonds d'épargne sectoriel des secteurs fédéraux, dont le siège social est établi quai du Commerce 48 à 1000 Bruxelles, agit comme organisateur du régime de pension complémentaire sectoriel.

Chapitre 4. Engagement de pension

Article 5.

Les règles et modalités relatives à l'exécution de l'engagement de pension, ainsi que les droits et devoirs de l'organisateur, des employeurs, des affiliés et de leurs bénéficiaires sont fixés dans le règlement de pension qui est joint en annexe à la présente convention collective de travail.

Article 6.

Un Fonds de pension pour le secteur fédéral du secteur non-marchand/social-profit OFP (Organisme de financement des pensions), ayant son siège social établi quai du Commerce 48 à 1000 Bruxelles et agréé par la Commission bancaire, financière et des assurances (CBFA), est créé et choisi comme institution de pension. La gestion et l'exécution de l'engagement de pension lui sont confiées.

Chapitre 5. Entrée en vigueur du régime de pension complémentaire sectoriel

Article 7.

Le régime de pension complémentaire sectoriel entre en vigueur le 1^{er} janvier 2011.

Chapitre 6. Entrée en vigueur, durée de validité et dénonciation de la convention collective de travail

Article 8.

§1. La présente convention collective de travail prend effet à partir de la date de sa signature. Elle est conclue pour une durée indéterminée.

§2. La présente convention collective de travail peut être dénoncée par chacune des parties avant le 30 juin de chaque année civile, avec effet au 1^{er} janvier de l'année suivante. La dénonciation doit être notifiée par lettre recommandée à la poste et adressée au président de la Commission paritaire des établissements et des services de santé, qui enverra une copie à chacune des parties signataires.



Collectieve arbeidsovereenkomst van 13 december 2010
tot invoering van een sectoraal aanvullend pensioenstelsel

Hoofdstuk 1. Voorwerp van de overeenkomst

Artikel 1

Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt gesloten in uitvoering van de wet van 28 april 2003, artikel 8, betreffende de aanvullende pensioenen en het belastingstelsel van die pensioenen en van sommige aanvullende voordelen inzake sociale zekerheid, hierna "WAP" genoemd, en de beslissing van de representatieve werkgevers- en werknemersorganisaties in het Paritair Comité voor de gezondheidinrichtingen en -diensten.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst heeft als voorwerp de invoering van een sectoraal aanvullend pensioenstelsel. De pensioentoezegging maakt het voorwerp uit van het als bijlage opgenomen pensioenreglement, dat integraal deel uitmaakt van deze collectieve arbeidsovereenkomst.

Hoofdstuk 2. Toepassingsgebied

Artikel 2

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op alle werkgevers en alle werknemers, met uitzondering van de categorieën voorzien in artikel 3 van deze collectieve arbeidsovereenkomst, die ressorteren onder het Paritair Comité voor de gezondheidinrichtingen en -diensten en onder:

- de inrichtingen die aan de wet op de ziekenhuizen onderworpen zijn;
- de psychiatrische verzorgingstehuizen;
- de initiatieven voor beschut wonen voor psychiatrische patiënten;
- de rusthuizen en de rust- en verzorgingstehuizen;
- de dagverzorgingscentra voor bejaarden;
- de revalidatiecentra;
- de diensten voor thuisverpleging;
- de diensten voor bloedtransfusie en bloedverwerking;
- de medisch-pediatrie centra;
- de wijkgezondheidscentra.

Onder werknemers wordt verstaan: het mannelijk en vrouwelijk werklieden- en bediendepersoneel.

Onder "Sectoraal Spaarfonds van de federale sectoren" wordt in deze collectieve arbeidsovereenkomst verstaan: het Sectoraal Spaarfonds van de federale sectoren, opgericht als fonds voor bestaanszekerheid bij collectieve arbeidsovereenkomst van 11 december 2008.

Artikel 3

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is niet van toepassing op:

- werknemers met een contract van interimarbeid;
- werknemers met een vakantie-, studenten- of ibo-contract (individuele beroepsopleiding);

- arbeidszorgmedewerkers en personen tewerkgesteld in het kader van artikel 60 §7 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de OCMW's en een tewerkstelling in het kader van artikel 78 van het KB van 25.11.1991 tenzij er sprake is van een arbeidsovereenkomst;
- werknemers die activiteiten uitoefenen terwijl zij al een wettelijk rustpensioen genieten;
 - geneesheren-bedienden die een opleiding volgen tot geneesheer-specialist en die beperkt onderworpen zijn door werkgevers-ziekenhuizen uit de privé sector (RSZ-kengetal 072).

Hoofdstuk 3. Inrichter

Artikel 4

Het Sectoraal Spaarfonds van de federale sectoren, met maatschappelijke zetel gelegen te 1000 Brussel, Handelskaai 48, treedt op als inrichter van het sectoraal aanvullend pensioenstelsel.

Hoofdstuk 4. Pensioentoezegging

Artikel 5

De regels en modaliteiten betreffende de uitvoering van de pensioentoezegging, en de rechten en verplichtingen van de inrichter, van de werkgevers, van de aangeslotenen en van hun rechthebbenden zijn opgenomen in het pensioenreglement dat als bijlage is opgenomen bij deze collectieve arbeidsovereenkomst.

Artikel 6

Er wordt een Pensioenfonds van de Federale Non-Profit/social-profit sector OFP (Organisme voor de Financiering van Pensioenen), met maatschappelijke zetel in 1000 Brussel, Handelskaai 48 en toegelaten door de Commissie voor het bank-, financie- en assurantiewezen (CBFA), opgericht dat als pensioeninstelling gekozen wordt en waaraan het beheer en de uitvoering van de pensioentoezegging worden toevertrouwd.

Hoofdstuk 5. Inwerkingtreding van het sectoraal aanvullend pensioenstelsel

Artikel 7

Het sectoraal aanvullend pensioenstelsel treedt in werking op 1 januari 2011.

Hoofdstuk 6. Inwerkingtreding, duur en opzegging van de collectieve arbeidsovereenkomst

Artikel 8

§1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op datum van de ondertekening en is gesloten voor onbepaalde tijd.

§2. Deze collectieve arbeidsovereenkomst kan door elk van de partijen worden opgezegd voor 30 juni van ieder kalenderjaar, met uitwerking op 1 januari van het daaropvolgend kalenderjaar. De opzegging moet betekend worden bij een ter post aangetekende brief, gericht aan de voorzitter van het Paritair Comité voor de gezondheidinrichtingen en -diensten, die een kopie van de opzegging stuurt aan elke ondertekenende partij.

**Organisme pour le Financement de Pensions
"Fonds de pension du secteur non-marchand fédéral"
Quai du Commerce 48 à 1000 Bruxelles**

REGLEMENT DE PENSION

Table des matières

TABLE DES MATIÈRES	1
1 OBJET	3
2 DÉFINITIONS	3
3 AFFILIATION	3
4 L'ALLOCATION DE PENSION ET LA MANIÈRE DONT ELLE EST UTILISÉE	4
4.1 Le montant de l'allocation de pension	4
4.2 L'affectation de l'allocation de pension	4
4.3 Le rendement	4
4.4 Participation aux bénéfices	5
4.5 Paiement	5
5 PRESTATION AU TERME	5
5.1 Le terme normal	5
5.2 Poursuite du travail après 65 ans	5
5.3 Prestation anticipée	6
6 PRESTATION EN CAS DE DÉCÈS	6
7 DROITS ACQUIS DE L’AFFILIÉ SUR LES RÉSERVES	6
8 LE MODE DE VERSEMENT	6
9 BÉNÉFICIAIRES	7
9.1 Le bénéficiaire du versement à la date de fin	7
9.2 Le bénéficiaire du versement en cas de décès	7
10 CONSÉQUENCES DU NON PAIEMENT DES ALLOCATIONS DE PENSION.	7

11	INFORMATION	8
11.1	Le règlement de pension	8
11.2	La fiche de pension	8
11.3	Rapport de gestion	8
12	L’AFFILIÉ QUITTE L’ORGANISATION AVANT LA DATE DE FIN	8
13	DISPOSITIONS FISCALES	9
13.1	Quelle législation fiscale est applicable ?	9
13.2	Statut fiscal de l’allocation de pension	9
14	OBLIGATIONS DE L’ORGANISATEUR	9
15	APPLICATION DE LA LOI SUR LA PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE	9
16	MODIFICATION DU PRÉSENT RÈGLEMENT	9
17	CONTESTATIONS ET DROIT APPLICABLE	10

1 Objet

Le présent règlement de pension sectoriel est établi en exécution des conventions collectives de travail relatives à l'introduction d'un système de pension, passé au sein de la commission paritaire 330.

La promesse de pension a pour but de composer un capital de pension ou une rente qui y correspond, laquelle est versée à l'affilié ou, si l'affilié décède avant le terme prévu, à ses ayants-droit.

Le présent règlement de pension définit les droits et obligations de l'organisateur, de l'organisme de pension, des employeurs, des affiliés et de leurs ayants-droit, ainsi que les conditions auxquelles ces droits peuvent être exercés.

2 Définitions

Dans le présent règlement, on utilise un certain nombre de concepts qui ont la signification suivante :

Organisateur

Le Fonds d'Epargne Sectoriel des Secteurs Fédéraux

Organisation

Toute organisation, subsidiée ou non par le Pouvoir fédéral, qui emploie des membres de personnel dans le champ d'application de la commission paritaire 330, à laquelle une convention collective de travail sectorielle concernant des pensions complémentaires est applicable.

Salaire annuel

Le salaire annuel brut de l'affilié déclaré à l'Office National de la Sécurité Sociale, à charge de l'organisation.

Fonds de pension

Le Fonds de pension du secteur non-marchand fédéral, dont le siège est situé Quai du Commerce, 48 à 1000 Bruxelles.

Loi concernant les pensions complémentaires

Loi du 28 mars 2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale.

3 Affiliation

Tout travailleur, quelle que soit la nature du contrat de travail

- qui est lié à la date du 1^{er} janvier 2010 par un contrat de travail avec une organisation, subsidiée ou non par le Pouvoir fédéral.
- ou sera employé après le 1^{er} janvier 2010 avec un contrat de travail, subsidié ou non par le Pouvoir fédéral.
- et auquel la convention collective du travail concernant ^{*}des pensions complémentaires ~~souscrites au sein des (sous-)commissions paritaires~~ est applicable.

** l'instauration d'un régime de pension complémentaire souscrite au sein de la commission paritaire*

adhère obligatoirement au système de pension.

La date d'entrée en service auprès de l'employeur est aussi la date d'adhésion au présent règlement.

Sont toutefois exclus :

- les travailleurs avec un contrat de travail intérimaire;
- les travailleurs avec des contrats de vacances, d'étudiants et FPI (formation professionnelle individuelle);
- les collaborateurs à l'assistance par le travail et les personnes employées dans le cadre de l'art. 60 §7 de la loi organique relative à l'organisation de CPAS et un emploi dans le cadre de l'article 78 de l'AR du 25.11.1991, s'il n'est pas question d'un contrat de travail;
- les travailleurs qui exercent des activités alors qu'ils bénéficient déjà d'une pension de retraite légale;
- les médecins employés qui suivent la formation de médecin spécialiste, et qui sont soumis à un assujettissement restreint, par des employeurs hôpitaux du secteur privé (Code 072 ONSS).

L'affilié accepte le règlement de pension et autorise l'organisateur à transmettre au Fonds de pension toutes les informations et pièces justificatives qui sont nécessaires pour la bonne exécution du présent règlement.

L'affilié transmettra sur simple demande toutes les informations et toutes les pièces justificatives manquantes qui sont nécessaires pour permettre au Fonds de pension d'exécuter ses obligations à l'égard de l'affilié ou de ses ayants-droit. Si l'affilié ne transmet pas lesdites informations ou lesdites preuves justificatives, l'organisateur et le Fonds de pension ne pourront pas exécuter leurs obligations à l'égard de l'affilié en relation avec la pension complémentaire qui est décrite dans le présent règlement. Il n'y aura alors pas question de dédommagement ou intérêt de retard en cas d'un paiement tardif des droits

4 L'allocation de pension et la manière dont elle est utilisée

4.1 Le montant de l'allocation de pension

Les prestations lors de la mise à la retraite et en cas de décès sont financés par des allocations annuelles dont le niveau est fixé ~~dans une annexe au présent règlement.~~

par une convention collective du travail.

4.2 L'affectation de l'allocation de pension

L'allocation de pension est versée pour chaque affilié sur un compte pension individuel. La date valeur, ~~est-à-dire~~ la date à partir de laquelle l'allocation de pension reçoit un rendement, ~~est fixée dans une annexe au présent règlement.~~

La production d'intérêts a lieu :

- jusqu'à la date à laquelle le versement de la pension complémentaire doit avoir lieu ;
- ou jusqu'au premier jour du mois au cours duquel l'affilié décède.

4.3 Le rendement

Le rendement est égal au résultat financier, diminué des frais de gestion, des provisions pour risques et charges ainsi que des impôts éventuels sur le résultat.

La totalité ou une partie du rendement peut être affectée par une décision des organes compétents du Fonds de pension à une réserve libre qui sert à financer un déficit futur éventuel à l'égard de la réserve acquise légalement exigée.

Cette réserve libre peut atteindre au maximum 125 % de la somme des réserves acquises auquel l'affilié peut prétendre en cas de sortie.

Si les réserves individuelles n'atteignent pas le montant qui est exigé en exécution de l'article 24 de la loi relative aux pensions complémentaires, le compte pension individuel reçoit chaque année à la date du 31 décembre un rendement qui est égal à une partie proportionnelle du rendement qui a été obtenu par le Fonds de pension au cours de cette année là, en proportion des réserves placées.

Dans l'hypothèse où à la sortie, lors de la mise à la retraite ou en cas de suppression de la promesse de pension, un déficit existerait à l'égard de ce qui est exigé sur la base de l'article 24 de la loi relative aux pensions complémentaires, ce déficit sera apuré à partir de la réserve libre.

4.4 Participation aux bénéfices

Le Fonds de pension peut procéder à l'attribution d'une participation aux bénéfices. Cette participation aux bénéfices prend la forme d'une augmentation des droits acquis et est ainsi définitivement acquise par l'affilié. Une participation aux bénéfices attribuée au compte individuel de l'affilié porte également intérêts sur la base de la méthode décrite ci-avant.

4.5 Paiement

Le Fonds de pension paiera les montants prévus le plus rapidement possible.

Si le Fonds de pension ne dispose pas encore de toutes les données qui sont nécessaires pour payer le montant exact, un acompte sera payé le 25 du mois qui suit la date de paiement normale ou le mois au cours duquel l'affilié a introduit son dossier complet. Le solde restant sera payé au plus tard le dernier trimestre de l'année suivante.

5 Prestation au terme

5.1 Le terme normal

Le terme auquel le capital constitué sur le compte pension devient exigible est fixé au premier jour du mois qui suit le 65^{ème} anniversaire de l'affilié.

Le Fonds de pension paiera le capital pension constitué au terme normal, y compris si l'affilié, à ce moment, était resté au travail dans l'un des ~~(sous)~~ secteurs auxquels le présent règlement est applicable.

5.2 Poursuite du travail après 65 ans

Si l'affilié reste en service après la date de fin normale de 65 ans, le capital est versé comme prévu à l'article 5.1.

L'allocation de pension reste due et un nouveau terme est fixé en prolongeant le terme antérieur d'un an à chaque fois.

L'affilié obtiendra alors le versement de son compte pension

- lorsqu'il prend sa pension légale
- lorsqu'il quitte le secteur, c'est-à-dire
 - que le versement a lieu à la nouvelle date de fin si au cours du 2^{ème} trimestre qui précède le nouveau terme il n'est plus employé auprès d'une organisation à laquelle le présent règlement de pension est applicable
 - ou si l'affilié signale lui-même la fin de l'emploi dans le secteur

5.3 Prestation anticipée

L'affilié peut obtenir le versement anticipé des droits de pension après la fin de l'emploi dans l'une des organisations auxquelles le présent règlement de pension est applicable, mais au plus tôt à partir de l'âge de 60 ans.

Tant que l'affilié est au service d'une organisation visée à l'article 1 du règlement, il ne peut pas obtenir de versement anticipé.

6 Prestation en cas de décès

Si un affilié décède, le bénéficiaire a droit à la valeur constituée au moment du décès sur le compte pension individuel.

Cette valeur sera au moins égale à la valeur qui doit être attribuée en exécution de l'article 24 de la loi relative aux pensions complémentaires.

7 Droits acquis de l'affilié sur les réserves

Les réserves qui ont été constituées sur les comptes individuels sont la propriété de l'affilié.

L'affilié ne peut toutefois exiger de droits relatifs à ses réserves qu'après six mois ininterrompus d'affiliation au présent règlement de pension.

Un affilié qui a obtenu la liquidation de ses montants assurés et qui entre à nouveau au service d'une organisation qui fait partie d'un secteur auquel le règlement est applicable est considéré comme un nouvel affilié.

Un affilié qui a choisi de transférer ses réserves acquises vers un autre organisme de pension et qui entre à nouveau au service d'une organisation qui fait partie d'un secteur auquel le règlement est applicable est également considéré comme un nouvel affilié.

Le compte pension ne peut pas être donné en gage et son bénéfice ne peut pas être transféré. Aucune avance ne peut être accordée.

8 Le mode de versement

L'affilié ou le(s) bénéficiaire(s) est (sont) supposé(s) opter pour le versement sous la forme d'un capital.

Le(s) bénéficiaire(s) peut (peuvent) toutefois demander de convertir en une rente viagère le capital qui lui (leur) revient. Une option pour une liquidation comme rente viagère doit être communiquée au plus tard un mois avant la date à laquelle le versement commence par écrit par le bénéficiaire au Fonds des pensions.

Selon le choix du bénéficiaire, il peut s'agir d'une rente viagère qui lui est uniquement payée ou d'une rente viagère qui est réversible, en cas de décès du bénéficiaire, au conjoint survivant ou au partenaire avec lequel il cohabite légalement. La rente peut être indexée.

Les rentes sont payées par parties mensuelles le dernier jour de chaque mois, jusque et y compris la dernière échéance qui précède le décès du(des) bénéficiaire(s). Si le montant annuel de la rente ne dépasse pas 499,99 EUR, le versement prévu ne peut pas se faire sous la forme d'une rente, mais uniquement sous la forme d'un capital unique.

Si le montant annuel de la rente se situe entre 499,99 et 800,01 EUR, il n'est pas payé mensuellement, mais en quatre parties trimestrielles égales à la fin de chaque trimestre.

Les montants mentionnés ci-avant sont indexés selon les dispositions de la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du Trésor public.

9 Bénéficiaires

9.1 Le bénéficiaire du versement à la date de fin

Si l'affilié est en vie à la date de fin, le capital vie est versé à l'affilié lui-même.

9.2 Le bénéficiaire du versement en cas de décès

Si l'affilié décède avant la date de fin, la prestation prévue en cas de décès est versée au(x) bénéficiaire(s) sur la base de l'ordre prioritaire suivant :

- Le conjoint de l'affilié pour autant qu'il ne soit pas séparé judiciairement de corps et de biens ou séparé de fait, ou qu'il ne se trouve pas en instance de séparation de corps et de biens ou de divorce. Les époux sont censés être séparés de fait lorsqu'il ressort des registres de la population qu'ils ont un domicile différent ;
- A défaut, la personne qui cohabite légalement avec l'affilié au sens des articles 1475 à 1479 du code civil et qui n'est pas parent en ligne directe de l'affilié ;
- A défaut, les enfants de l'affilié, ou en cas de représentation, leurs descendants ;
- A défaut, la(les) personne(s) désignée(s) par l'affilié par courrier recommandé, le courrier recommandé envoyé en dernier lieu étant valable en droit ;
- A défaut, les parents de l'affilié. En cas de décès de l'un d'eux, le capital revient au dernier vivant ;
- A défaut, les frères et sœurs de l'affilié, en cas de représentation, leurs enfants ;
- A défaut, les héritiers légitimes de l'affilié, à l'exclusion de l'Etat ;
- A défaut, le Fonds des pensions.

S'il y a plusieurs bénéficiaires, le capital prévu est réparti par parties égales entre eux, sauf si le document de désignation du bénéficiaire stipule la grandeur des parts.

Si l'affilié et le bénéficiaire décèdent sans que l'ordre de décès puisse être déterminé, le capital décès est versé à(aux) ayant-droit(s) du(des) bénéficiaire(s).

10 Conséquences du non paiement des allocations de pension

L'organisateur transférera les allocations de pension dues au Fonds de pension.
L'organisateur peut faire encaisser l'allocation de pension par l'ONSS.

Si l'allocation de pension n'est pas payée, les comptes pension seront exonérés de prime réduits. Le Fonds de pension informera chaque affilié par un courrier adressé à son adresse personnelle au plus tard dans les 2 mois qui suivent la date à laquelle il a pris connaissance de la cessation de paiement.

11 Information

11.1 Le règlement de pension

Le texte du règlement de pension est disponible sur le site web du Fonds de pension.

11.2 La fiche de pension

Chaque année, le Fonds de pension informe chaque affilié, au moyen d'une fiche de pension sur :

- le montant des allocations de pension,
- la réserve acquise,
- la prestation acquise et de la date d'exigibilité,
- le montant de la réserve acquise de l'année écoulée,
- la rente qui correspond au capital pension.

11.3 Rapport de gestion

Le Fonds de pension met chaque année un rapport concernant la gestion de la promesse de pension à la disposition des affiliés, via le site web. Ceci comprend notamment les informations suivantes :

- le mode de financement de la promesse de pension et les changements structurels apportés à ce financement ;
- la stratégie de placement à court et à long terme et la mesure dans laquelle il est tenu compte ici des aspects sociaux, éthiques et environnementaux ;
- le rendement des placements et la structure des coûts ;
- la répartition des bénéfices.

12 L'affilié quitte l'organisation avant la date de fin

Si le contrat de travail de l'affilié est résilié et qu'il reprend le travail dans les trois mois auprès d'une organisation à laquelle le présent règlement de pension est applicable, l'affilié continue à participer au système de pension sectoriel à la condition de satisfaire aux conditions d'affiliation. L'organisateur qui agit pour la commission paritaire de l'organisation concernée prend alors les obligations qui découlent du présent règlement en charge.

Les possibilités dont question ci-après ne sont donc pas applicables.

Si le contrat de travail de l'affilié se termine pour une autre raison que le décès ou l'atteinte du terme et qu'il ne reprend pas immédiatement le travail auprès d'une organisation à laquelle le présent règlement de pension est applicable, l'affilié a le choix entre les possibilités ci-après, pour autant qu'il puisse exiger des droits sur les réserves :

- soit laisser auprès du Fonds de pension la réserve acquise sans modification de la promesse de pension et recevoir un capital ou une rente au terme ou en cas de décès ;
- soit transférer la réserve acquise vers l'organisme de pension du nouvel employeur avec lequel il a passé un contrat de travail, s'il est affilié à la promesse de pension de ce nouvel employeur ;
- soit transférer la réserve acquise vers un autre organisme de pension qui distribue la totalité de ses bénéfices proportionnellement aux réserves entre les affiliés et qui limite les coûts comme suite aux règles stipulées par l'arrêté royal du 14 novembre 2003 concernant l'octroi d'avantages extra-légaux aux travailleurs et aux dirigeants d'entreprise.

Si l'affilié n'effectue aucun choix explicite dans les trente jours, il est censé avoir opté pour le maintien de ses réserves auprès du Fonds de pension sans modification de la promesse de pension.

13 Dispositions fiscales

13.1 Quelle législation fiscale est applicable ?

Si l'affilié et le bénéficiaire ont leur domicile et/ou leur lieu de travail en Belgique et que l'organisation est établie en Belgique, la législation fiscale belge est applicable tant sur les cotisations de pension que sur les versements. Dans le cas contraire, des charges fiscales et/ou sociales pourraient être exigibles sur la base d'une législation étrangère, en exécution des traités internationaux applicables dans ce contexte.

13.2 Statut fiscal de l'allocation de pension

Sur la base de la législation fiscale belge applicable à la date d'entrée en vigueur du présent règlement de pension, les allocations d'employeur forment en principe des frais professionnels déductibles de l'impôt des sociétés et ne donnent pas lieu à une perception supplémentaire au niveau de l'impôt des personnes morales, ni à un avantage immédiatement imposable pour l'affilié.

Le montant, exprimé en rente annuelle :

- des prestations prévus à l'occasion de la mise à la retraite en exécution du présent règlement de pension
- de la pension légale
- d'autres prestations de pension complémentaire auxquels l'affilié a droit
- ne peut toutefois pas dépasser 80 % de la dernière rémunération brute normale, compte tenu de la durée normale d'une activité professionnelle, et avec une cessibilité de la rente au profit du conjoint survivant à raison de 80 %, et avec indexation de la rente.

Si une organisation devait encore prévoir, pour un affilié, d'autres avantages de pension complémentaires que ceux qui découlent du présent règlement de pension, un dépassement éventuel de la limite fiscalement admise sera imputé sur le financement de ces autres avantages de pension.

14 Obligations de l'organisateur

L'organisateur transmettra en temps utile au Fonds de pension toutes les données exigées pour l'exécution du présent règlement de pension. Les obligations du Fonds de pension sont fixées sur la base des données transmises en temps utile.

L'organisateur communiquera au Fonds de pension toutes les questions des affiliés concernant le règlement de pension en général, ou concernant les comptes individuels.

15 Application de la loi sur la protection de la vie privée

L'organisateur fournit un certain nombre de données à caractère personnel au Fonds de pension pour gérer le système de pension sectoriel. Le Fonds de pension traite ces données de manière confidentielle. Ces données peuvent être exclusivement utilisées pour la gestion du système de pension sectoriel, à l'exclusion de tout autre but, commercial ou non.

Toute personne dont des données à caractère personnel sont conservées, a le droit d'en obtenir la consultation et la correction. Dans ce cas, il doit s'adresser par écrit au Fonds de pension et joindre, ce faisant, une copie de sa carte d'identité.

16 Modification du présent règlement

Le présent règlement de pension peut être modifié ou arrêté par une convention collective de travail qui est souscrite au sein des ~~(sous-)commissions~~ ~~paritaires~~ ~~compétentes~~.

de la

17 Contestations et droit applicable

Le droit belge est applicable au présent règlement de pension. Les contestations éventuelles entre les parties à ce sujet sont soumises à la compétence des tribunaux de la Région Bruxelles Capitale.

Organisme voor de Financiering van Pensioenen
"Pensioenfonds van de Federale Non-Profit/social-profitsector"
Handelskaai 48 te 1000 Brussel

PENSIOENREGLEMENT

Inhoudstafel

INHOUDSTAFEL	1
1 VOORWERP	3
2 BEGRIPSOMSCHRIJVING	3
3 AANSLUITING	3
4 DE PENSIOENTOELAGE EN HOE ZE AANGEWEND WORDT	4
4.1 Het bedrag van de pensioentoeclage	4
4.2 De aanwending van de pensioentoeclage	4
4.3 Het rendement	4
4.4 Winstdeelname	5
4.5 Uitbetaling	5
5 UITKERING OP DE EINDDATUM	5
5.1 De normale einddatum	5
5.2 Blijven werken na 65 jaar	5
5.3 Vervroegde uitkering	6
6 UITKERING IN GEVAL VAN OVERLIJDEN	6
7 VERWORVEN RECHTEN VAN DE AANGESLOTENE OP DE RESERVES	6
8 DE MANIER VAN UITKEREN	6
9 BEGUNSTIGDEN	7
9.1 De begunstigde van de uitkering op de einddatum	7
9.2 De begunstigde van de uitkering bij overlijden	7
10 GEVOLGEN VAN HET NIET BETALEN VAN DE PENSIOENTOELAGEN	7

11	INFORMATIE	8
11.1	Het pensioenreglement	8
11.2	De pensioenfiche	8
11.3	Beheersverslag	8
12	DE AANGESLOTENE VERLAAT DE ORGANISATIE VÓÓR DE EINDDATUM	8
13	FISCALE BEPALINGEN	9
13.1	Welke fiscale wetgeving is van toepassing?	9
13.2	Belastingsstatuut van de pensioentoeelage	9
14	VERPLICHTINGEN VAN DE INRICHTER	9
15	TOEPASSING VAN DE WET TOT BESCHERMING VAN DE PERSOONLIJKE LEVENSSFEER	9
16	WIJZIGING VAN DIT REGLEMENT	9
17	GESCHILLEN EN TOEPASSELIJK RECHT	10

1 Voorwerp

Dit sectoraal pensioenreglement wordt opgesteld in uitvoering van de collectieve arbeidsovereenkomsten tot invoering van een pensioenstelsel, gesloten in het paritair comité 330.

De pensioentoezegging heeft tot doel om een pensioenkapitaal of een ermee overeenstemmende rente samen te stellen, dat aan de aangeslotene of in geval de aangeslotene overlijdt voor de voorziene einddatum aan zijn rechthebbenden uitgekeerd wordt.

Dit pensioenreglement bepaalt de rechten en verplichtingen van de inrichter, de pensioeninstelling, de werkgevers, de aangeslotenen en hun rechthebbenden, en de voorwaarden waaronder deze rechten uitgeoefend kunnen worden.

2 Begripsomschrijving

In dit reglement worden een aantal begrippen gebruikt, die de volgende betekenis hebben :

Inrichter

Het Sectoraal Spaarfonds van de Federale sectoren

Organisatie

Elke organisatie – al dan niet gesubsidieerd door de Federale overheid – die personeelsleden tewerkstelt binnen het paritair comité 330, en op wie een sectorale collectieve arbeidsovereenkomst met betrekking tot aanvullende pensioenen van toepassing is.

Jaarloon

Het aan de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid aangegeven bruto jaarloon van de aangeslotene, ten laste van de organisatie.

Pensioenfonds

Het Pensioenfonds van de Federale Non-Profit/social-profitsector OFP, met zetel te 1000 Brussel, Handelskaai 48.

Wet betreffende de aanvullende pensioenen

Wet van 28 maart 2003 betreffende de aanvullende pensioenen en het belastingstelsel van die pensioenen en van sommige aanvullende voordelen inzake sociale zekerheid.

3 Aansluiting

Elke werknemer ongeacht de aard van de arbeidsovereenkomst

- die op 1 januari 2010 door een arbeidsovereenkomst verbonden is met een organisatie, al dan niet gesubsidieerd door de Federale overheid
- of na 1 januari 2010 tewerkgesteld zal worden met een arbeidsovereenkomst, al dan niet gesubsidieerd door de Federale overheid
- en op wie de collectieve arbeidsovereenkomst met betrekking tot aanvullende pensioenen gesloten binnen ~~de paritaire (sub)comités~~ van toepassing is, wordt verplicht aangesloten aan het pensioenstelsel.

* het paritair comité

De datum van in dienst treden bij de werkgever is tegelijk de datum van aansluiting aan dit reglement

Worden evenwel uitgesloten :

- werknemers met een contract van interimarbeid;
- werknemers met vakantie-, studenten- en IBO-contracten (individuele beroepsopleiding);
- arbeidzorgmedewerkers en personen tewerkgesteld in het kader van art. 60 §7 van de organieke wet op de inrichting van OCMW's en een tewerkstelling in het kader van artikel 78 van het KB van 25.11.1991 indien er geen sprake is van een arbeidsovereenkomst;
- werknemers die activiteiten uitoefenen terwijl zij al van een wettelijk rustpensioen genieten;
- geneesheren-bedienden die een opleiding volgen tot geneesheer-specialist en die beperkt onderworpen zijn door werkgevers-ziekenhuizen uit de privé sector (Code 072 RSZ).

De aangeslotene aanvaardt het pensioenreglement, en machtigt de inrichter om aan het pensioenfonds alle inlichtingen en bewijsstukken over te maken die nodig zijn voor de goede uitvoering van dit reglement.

De aangeslotene zal alle ontbrekende inlichtingen en bewijsstukken die nodig zijn opdat het pensioenfonds zijn verplichtingen tegenover de aangeslotene of zijn rechthebbenden kan uitvoeren, op eenvoudige vraag overmaken. Zolang de aangeslotenen deze inlichtingen of bewijsstukken niet overmaakt, zullen de inrichter en het pensioenfonds hun verplichtingen tegenover de aangeslotene met betrekking tot het aanvullend pensioen dat in dit reglement beschreven wordt niet kunnen uitvoeren. Er kan in dat geval geen sprake zijn van enige vorm van vergoeding of verwijlinterest voor een gebeurlijke late uitbetaling van rechten .

4 De pensioentoeelage en hoe ze aangewend wordt

4.1 Het bedrag van de pensioentoeelage

De uitkeringen bij pensionering en in geval van overlijden worden gefinancierd door jaarlijkse toelagen waarvan het niveau vastgesteld wordt in een bijlage aan dit reglement.

4.2 De aanwending van de pensioentoeelage

De pensioentoeelage wordt voor iedere aangeslotene op een individuele pensioenrekening gestort. De valutadatum, dit is de datum vanaf wanneer de pensioentoeelage opgerent wordt, wordt vastgesteld in een bijlage aan dit reglement.

De oprenting gebeurt :

- tot op de dag waarop de uitbetaling van het aanvullend pensioen moet gebeuren;
- of tot op de eerste dag van de maand waarin de aangeslotene overlijdt.

4.3 Het rendement

Het rendement is gelijk aan het financieel resultaat, verminderd met de beheerskosten, de voorzieningen voor risico's en lasten en de eventuele belastingen op het resultaat.

Het geheel of een deel van het rendement kan door een beslissing van de bevoegde organen van het pensioenfonds toegewezen worden aan een vrije reserve die dient om een eventueel toekomstig tekort ten overstaan van de wettelijk vereiste verworven reserve te financieren. Deze vrije reserve kan maximaal 125% bedragen van de som van de verworven reserves waarop de aangeslotenen bij uittreding aanspraak zouden kunnen maken,

Indien de individuele reserves niet het bedrag bereiken dat vereist is in uitvoering van artikel 24 van de wet betreffende de aanvullende pensioenen, ontvangt de individuele pensioenrekening jaarlijks op 31 december een rendement dat gelijk is aan een proportioneel deel van het rendement dat door het pensioenfonds in dat jaar behaald werd, in verhouding tot de belegde reserves.

Wanneer bij uittreding, pensionering of bij opheffing van de pensioentoezegging er een tekort zou bestaan ten overstaan van wat vereist is op basis van artikel 24 van de Wet betreffende de aanvullende pensioenen, wordt dit tekort aangezuiverd vanuit de vrije reserve.

4.4 Winstdeelname

Het pensioenfonds kan overgaan tot het toekennen van een winstdeelname. Deze winstdeelname neemt de vorm aan van een verhoging van de verworven rechten, en wordt daardoor definitief verworven door de aangeslotenen. Een aan de individuele rekening van de aangeslotene toegekende winstdeelname wordt mee opgerent op basis van de hiervoor beschreven werkwijze.

4.5 Uitbetaling

Het pensioenfonds zal de voorziene bedragen zo snel mogelijk uitbetalen. Indien het pensioenfonds nog niet beschikt over alle gegevens die nodig zijn om het juiste bedrag uit te betalen, zal er een voorschot betaald worden op de 25^{ste} van de maand die volgt op de normale betalingsdatum of op de maand waarop de aangeslotene zijn volledig dossier ingediend heeft. Het resterende saldo zal uiterlijk in het laatste trimester van het volgende jaar uitbetaald worden.

5 Uitkering op de einddatum

5.1 De normale einddatum

De einddatum waarop het kapitaal dat op de pensioenrekening opgebouwd werd opeisbaar is, wordt vastgesteld op de eerste dag van de maand die volgt op de 65ste verjaardag van de aangeslotene.

Het pensioenfonds zal het opgebouwde pensioenkapitaal uitbetalen op de normale einddatum, zelfs als de aangeslotene op dat ogenblik nog in één van de ~~(oude)~~ sectoren waarop dit reglement van toepassing is, tewerkgesteld is gebleven.

5.2 Blijven werken na 65 jaar

Indien de aangeslotene in dienst blijft na de normale einddatum van 65 jaar, wordt het kapitaal uitgekeerd zoals voorzien is onder artikel 5.1.

De pensioentoeelage blijft verschuldigd en er wordt een nieuwe einddatum vastgesteld door de eerdere einddatum telkens met 1 jaar te verlengen.

De aangeslotene zal dan de uitkering van zijn pensioenrekening bekomen

- wanneer hij zijn wettelijk pensioen opneemt
- wanneer hij de sector verlaat, dit wil zeggen
 - dat de uitkering geschiedt op de nieuwe einddatum wanneer hij in het 2^{de} trimester voorafgaand aan de nieuwe einddatum niet meer tewerkgesteld is bij een organisatie waarop dit pensioenreglement van toepassing is
 - of wanneer de aangeslotene zelf het einde van de tewerkstelling in de sector meldt

5.3 Vervroegde uitkering

De aangeslotene kan de vervoegde uitkering van de pensioenrechten bekomen na het einde van de tewerkstelling in één van de organisaties waarop dit pensioenreglement van toepassing is, maar ten vroegste vanaf de leeftijd van 60 jaar.

Zolang de aangeslotene in dienst is van een organisatie bedoeld in artikel 1 van dit reglement, kan hij geen vervroegde uitkering bekomen.

6 Uitkering in geval van overlijden

Wanneer een aangeslotene overlijdt, heeft de begunstigde recht op de op het ogenblik van het overlijden opgebouwde waarde op de individuele pensioenrekening.

De waarde zal minstens gelijk zijn aan de waarde die in uitvoering van artikel 24 van de wet betreffende de aanvullende pensioenen moet toegekend worden.

7 Verworven rechten van de aangeslotene op de reserves

De reserves die opgebouwd zijn op de individuele rekeningen, zijn eigendom van de aangeslotene.

De aangeslotene kan echter pas na zes ononderbroken maanden aansluiting aan dit pensioenreglement rechten opeisen met betrekking tot die reserves.

Een aangeslotene die de vereffening van zijn verzekerde bedragen heeft verkregen en die opnieuw in dienst komt van een organisatie die behoort tot een sector waarop het reglement van toepassing is, wordt als een nieuwe aangeslotene beschouwd.

Een aangeslotene die ervoor gekozen heeft zijn verworven reserves over te dragen naar een andere pensioeninstelling en die opnieuw in dienst komt van een organisatie die behoort tot een sector waarop het reglement van toepassing is, wordt eveneens als een nieuwe aangeslotene beschouwd.

De pensioenrekening kan niet in pand gegeven worden, en de begunstiging ervan kan niet overgedragen worden. Er kan geen voorschot op toegekend worden.

8 De manier van uitkeren

De aangeslotene of de begunstigde(n) worden verondersteld te kiezen voor de uitkering in de vorm van een kapitaal.

De begunstigde(n) kan (kunnen) evenwel vragen om het kapitaal dat aan hem(n) toekomt, om te vormen in een lijfrente. Een keuze voor een vereffening als lijfrente moet uiterlijk een maand voor de datum waarop de uitkering aanvangt schriftelijk door de begunstigde aan het Pensioenfonds meegedeeld worden.

Het kan volgens de keuze van de begunstigde gaan om een lijfrente die enkel aan hem betaald wordt, of om een lijfrente die in geval van overlijden van de begunstigde overdraagbaar is op de overlevende echtgeno(o)t(e) of op de partner waarmee hij wettelijk samenwoont. De rente kan geïndexeerd worden.

De renten worden in maandelijkse delen betaald op de laatste dag van elke maand, tot en met de laatste vervalddag die voorafgaat aan het overlijden van de begunstigde(n).

Wanneer het jaarbedrag van de rente de 499,99 EUR niet overschrijdt, kan de voorziene uitkering niet onder vorm van rente gebeuren, maar enkel onder vorm van een eenmalig kapitaal.

Wanneer het jaarbedrag van de rente gelegen is tussen 499,99 en 800,01 EUR, dan wordt ze niet maandelijks betaald, maar in vier gelijke trimestriële delen op het einde van ieder trimester.

De hiervoor vermelde bedragen worden geïndexeerd volgens de bepalingen van de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, toelagen en tegemoetkomingen ten laste van de openbare schatkist geïndexeerd worden.

9 Begunstigden

9.1 De begunstigde van de uitkering op de einddatum

Indien de aangeslotene in leven is op de einddatum, wordt het kapitaal leven uitgekeerd aan de aangeslotene zelf.

9.2 De begunstigde van de uitkering bij overlijden

Indien de aangeslotene overlijdt vóór de einddatum, wordt de voorziene uitkering bij overlijden uitgekeerd aan de begunstigde(n) op basis van de volgende voorrangsorte:

- De echtgeno(o)t(e) van de aangeslotene voor zo ver die niet gerechtelijk van tafel en bed of feitelijk gescheiden is, of die zich niet in aanleg tot scheiding van tafel en bed of echtscheiding bevindt. De echtgenoten worden geacht feitelijk gescheiden te zijn wanneer uit de bevolkingsregisters blijkt dat zij een verschillende woonplaats hebben;
- Bij ontstentenis, de persoon die wettelijk samenwoont met de aangeslotene in de zin van artikel 1475 tot 1479 van het Burgerlijk Wetboek, en die geen bloedverwant is van de aangeslotene;
- Bij ontstentenis de kinderen van de aangeslotene, of bij plaatsvervulling, hun nakomelingen;
- Bij ontstentenis de door de aangeslotene per aangetekend schrijven aangeduide perso(o)n(en), waarbij de laatst verstuurd aangetekende brief rechtsgeldig is;
- Bij ontstentenis de ouders van de aangeslotenen. Bij overlijden van één van hen komt het kapitaal toe aan de langstlevende;
- Bij ontstentenis de broers en zusters van de aangeslotene, bij plaatsvervulling hun kinderen;
- Bij ontstentenis de wettelijke erfgenamen van de aangeslotene, met uitsluiting van de staat;
- Bij ontstentenis het Pensioenfonds.

Indien er meerdere begunstigden zijn, wordt het voorziene kapitaal in gelijke delen onder hen verdeeld, tenzij het document van aanduiding van begunstigde de grootte van de delen bepaalt.

In geval de aangeslotene en de begunstigde overlijden zonder dat de volgorde van overlijden kan bepaald worden, wordt het kapitaal overlijden uitgekeerd aan de plaatsvervanger(s) van de begunstigde(n).

10 Gevolgen van het niet betalen van de pensioentolagen

De inrichter zal de verschuldigde pensioentolagen aan het pensioenfonds overmaken. De inrichter kan de inning van de pensioentolage laten gebeuren door de RSZ.

Wanneer de pensioentolage niet langer betaald wordt, worden de pensioenrekeningen premievrij gemaakt. Het Pensioenfonds zal iedere aangeslotene uiterlijk binnen de 2 maanden volgend op de datum waarop het kennis kreeg van het stopzetten van de betaling, door middel van een op zijn persoonlijk adres gestuurde brief op de hoogte brengen.

11 Informatie

11.1 Het pensioenreglement

De tekst van het pensioenreglement is beschikbaar op de website van het Pensioenfonds.

11.2 De pensioenfiche

Ieder jaar brengt het Pensioenfonds elke aangeslotene door middel van een pensioenfiche op de hoogte van

- het bedrag van de pensioentoeelagen,
- de verworven reserve,
- de verworven prestatie en de datum van opeisbaarheid,
- het bedrag van de verworven reserve van het afgelopen jaar,
- de rente die overeenstemt met het pensioenkapitaal.

11.3 Beheersverslag

Het Pensioenfonds stelt jaarlijks een verslag over het beheer van de pensioentoezegging ter beschikking van de aangeslotenen, via de website. Daarin is onder meer de volgende informatie opgenomen:

- de wijze van financiering van de pensioentoezegging en de structurele wijzigingen in die financiering;
- de beleggingsstrategie op lange en korte termijn en de mate waarin daarbij rekening wordt gehouden met sociale, ethische en leefmilieuaspecten;
- het rendement van de beleggingen en de kostenstructuur;
- de verdeling van de winst.

12 De aangeslotene verlaat de organisatie vóór de einddatum

Wanneer het arbeidscontract van de aangeslotene beëindigd wordt en hij binnen drie maanden het werk hervat bij een organisatie waarop dit pensioenreglement van toepassing is, blijft de aangeslotene deelnemer aan het sectorale pensioenstelsel voor zo ver hij aan de aansluitingsvoorwaarden voldoet. De inrichter die optreedt voor het paritaire comité van de betrokken organisatie neemt dan de verplichtingen die voortvloeien uit dit pensioenreglement op zich. De mogelijkheden waarvan hierna sprake zijn dan bijgevolg niet van toepassing.

Wanneer het arbeidscontract van de aangeslotene beëindigd wordt om een andere reden dan het overlijden of het bereiken van de einddatum, en hij niet onmiddellijk het werk hervat bij een organisatie waarop dit pensioenreglement van toepassing is, heeft de aangeslotene de keuze tussen de volgende mogelijkheden, voor zover hij rechten kan opeisen op de reserves:

- hetzij de verworven reserve zonder wijziging van de pensioenbelofte laten bij het Pensioenfonds en op de einddatum of bij overlijden een kapitaal of een rente ontvangen;
- hetzij de verworven reserve overdragen naar de pensioeninstelling van de nieuwe werkgever waarmee hij een arbeidscontract sloot, indien hij aan de pensioentoezegging van die nieuwe werkgever aangesloten wordt;
- hetzij de verworven reserve overdragen naar een andere pensioeninstelling die de totaliteit van haar winsten proportioneel met de reserves verdeelt onder de aangeslotenen, en die de kosten beperkt als gevolg van de regels bepaald door het koninklijk besluit van 14 november 2003 betreffende de toekenning van buitenwettelijke voordelen aan werknemers en aan bedrijfsleiders.

Indien de aangeslotene geen expliciete keuze maakt binnen de dertig dagen, wordt hij verondersteld gekozen te hebben voor het behoud van zijn reserves bij het Pensioenfonds zonder wijziging van de pensioenbelofte.

13 Fiscale bepalingen

13.1 Welke fiscale wetgeving is van toepassing?

Wanneer de aangeslotene en de begunstigde hun woon- en/of werkplaats in België hebben, en de organisatie gevestigd is in België, is de Belgische fiscale wetgeving van toepassing zowel op de pensioenbijdragen als op de uitkeringen. Is dit niet het geval, dan zouden fiscale en/of sociale lasten kunnen verschuldigd zijn op basis van een buitenlandse wetgeving, in uitvoering van de internationale verdragen die in dat verband gelden.

13.2 Belastingsstatuut van de pensioentoeelage

Op basis van de Belgische fiscale wetgeving van kracht op de ingangsdatum van dit pensioenreglement, vormen de werkgeverstoelagen in principe aftrekbare beroepskosten in de vennootschapsbelasting, en geven geen aanleiding tot bijkomende heffing in de rechtspersonenbelasting, noch tot een dadelijk belastbaar voordeel voor de aangeslotene

Het bedrag, uitgedrukt in jaarlijkse rente:

- van de voorziene uitkeringen naar aanleiding van pensionering in uitvoering van dit pensioenreglement
- van het wettelijk pensioen
- van andere aanvullende pensioenuitkeringen waarop de aangeslotene recht heeft
- mag evenwel 80 % van de laatste normale bruto bezoldiging niet overschrijden, rekening houdend met de normale duur van een beroepswerkzaamheid, en met een overdraagbaarheid van de rente ten gunste van de overlevende echtgeno(o)t(e) van 80 %, en met een indexatie van de rente.

Indien een organisatie voor een aangeslotene nog andere aanvullende pensioenvoordelen zou voorzien dan diegene die voortkomen uit dit pensioenreglement, zal een gebeurlijke overschrijding van de fiscaal toegelaten grens aangerekend worden op de financiering van die andere pensioenvoordelen.

14 Verplichtingen van de inrichter

De inrichter zal tijdig alle vereiste gegevens voor de uitvoering van dit pensioenreglement aan het pensioenfonds overmaken. De verplichtingen van het pensioenfonds worden gevestigd op basis van de tijdig overgedragen gegevens.

De inrichter zal alle vragen van de aangeslotenen over het pensioenreglement in het algemeen, of over de individuele rekeningen, meedelen aan het pensioenfonds.

15 Toepassing van de wet tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer

De inrichter verstrekt een aantal persoonsgegevens aan het Pensioenfonds om het sectorale pensioenstelsel te beheren. Het Pensioenfonds behandelt deze gegevens vertrouwelijk. Ze mogen uitsluitend gebruikt worden voor het beheer van het sectorale pensioenstelsel, met uitsluiting van elk ander al dan niet commercieel oogmerk.

Iedere persoon van wie persoonlijke gegevens bewaard worden, heeft het recht om inzage en verbetering ervan te verkrijgen. Hij moet zich in dat geval schriftelijk tot het pensioenfonds richten, en daarbij een kopie van zijn identiteitskaart voegen.

16 Wijziging van dit reglement

Dit pensioenreglement kan gewijzigd of stopgezet worden door een collectieve arbeidsovereenkomst die in de bevoegde paritaire ~~(sub)~~ ^{het} comités gesloten wordt.

17 Geschillen en toepasselijk recht

Het Belgische recht is van toepassing op dit pensioenreglement. Gebeurlijke geschillen tussen de partijen in verband ermee behoren tot de bevoegdheid van de rechtbanken van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.